

Plan climat de Nicolas Hulot : véritable avancée écologique ou faux semblant ?

11 JUIL. 2017 | PAR [HELLOAT SYLVAIN](#) | BLOG : LE BLOG DE HELLOAT SYLVAIN

Le ministre de la transition écologique a présenté jeudi 6 juillet le "plan climat" du nouveau gouvernement. Les principaux média saluent un plan ambitieux, M.Hulot aurait-il réussi à faire pencher la balance en faveur de l'écologie ? Derrière les effets d'annonce et quelques avancées, il n'y a finalement que très peu de mesures concrètes susceptibles d'impacter significativement nos émissions.

Tout d'abord, il faut reconnaître et saluer le ton et l'ambition du discours de M. Hulot. Même si c'était attendu, le gouvernement reconnaît par ces annonces l'urgence climatique, la responsabilité des activités humaines dans le réchauffement et la nécessité de mettre en place des mesures ambitieuses. En dénonçant les accords sur de Paris, le président Trump nous rappellent que ceci est encore loin de faire l'unanimité.

On peut classer les annonces concrètes du ministre en trois catégories : de réelles avancées, une certaine continuité avec les précédents gouvernements et de véritables faux-semblants.

Les avancées concrètes sont principalement l'annonce de la fermeture des dernières centrales à Charbon et la fin des permis d'exploitation de pétrole et de gaz - donc les pétroles et gaz de schiste. Encore que sur ce dernier point il faudra s'assurer qu'il concernent également les permis d'exploration au large de la Guyane, car pour le reste la production Française est anecdotique et en déclin (environ 2% de notre consommation).

Dans la continuité du précédent gouvernement, M. Hulot confirme les plans de rénovation énergétique des bâtiments et la convergence de fiscalité du diesel avec l'essence.

Enfin, l'annonce la plus symbolique de la fin de la vente de voitures thermiques d'ici 2040 ne peut être qualifiée autrement qu'un faux-semblant. Car concrètement qui en 2040 appliquera la décision prise aujourd'hui par M. Hulot ? Si jamais les alternatives techniques n'étaient pas au rendez-vous, est-ce que le futur gouvernement de 2040 se sentira engagé pour interdire purement et simplement la vente d'automobiles Evidemment non. Cette annonce repose uniquement sur un pari technologique, pari que les fabricants trouveront des solutions techniques pour produire en électrique tous les véhicules d'un parc automobile mondial en rapide expansion, pour maîtriser les pollutions engendrés par les batteries et ... que la France parviendra à doubler sa production électrique sans recourir aux énergies fossiles ! En effet si la voiture électrique est propre en ville, elle pollue ailleurs, là où est produite son électricité - avec d'ailleurs une perte énergétique dans le transport et le stockage bien plus important que pour le pétrole. Or en France aujourd'hui la production électrique est du même ordre de grandeur que la consommation énergétique brut du secteur des transports.

Dans la même lignée, sous couvert d'aide aux plus défavorisés, la prime à l'achat d'un véhicule neuf n'est qu'un retour aux primes à la casse (Balladurettes puis Jupettes) visant à soutenir l'industrie automobile. L'effet bénéfique d'une telle mesure sur le climat est plus que douteux, tant le processus de fabrication du véhicule lui-même est émetteur de gaz à effet de serre. On estime que l'énergie de fabrication d'une voiture représente environ les deux tiers de l'énergie consommée en essence sur sa durée de sa vie ! Le bilan écologique d'un

remplacement prématuré des vieux véhicules pourrait donc même s'avérer négatif. Enfin à quoi bon financer aujourd'hui le remplacement par des véhicules thermiques qui seront eux même à remplacer après 2040...

A la lumière de ce discours que peut-on en déduire du bras de fer tant annoncée entre M. Hulot et MM. Macron et Philippe ? De bras de fer il n'y a probablement pas eu. Qu'il en soit conscient ou non M. Hulot ne porte que des mesures consensuelles et compatibles avec le développement économique, qui ne remettent aucunement en cause notre modèle de développement. Il n'est que la caution environnementale du gouvernement, car derrière le grand discours c'est l'économie qui prime.

On ne peut se contenter de critiquer - surtout les bonnes volontés - sans faire de propositions alternatives, j'en formulerai donc quatre ci-dessous à titre d'exemple. Ce sont des mesures simples à mettre en oeuvre, avec des effets directs et indirects sur nos émissions de GES, qui ne reposent pas sur de potentiels progrès techniques... mais qui sont évidemment non consensuelles.

1) Réduire les limitations de vitesses sur route et autoroute

La limitation de vitesse pourrait être réduite à 110 km/h sur autoroute (contre 130) et 80 km/h sur nationale (contre 90). Entre 130 km/h et 110 km/h, la réduction de consommation est de l'ordre de 20% pour une voiture essence, l'effet direct est donc évident. En 2011 l'Espagne avait pris une mesure similaire (pour réduire les importations de pétrole à l'époque).

Sur du plus long terme, le rallongement des temps de parcours (bien que faible) constituerait un frein à l'étalement urbain. Ou pour le dire autrement, l'extension du réseau autoroutier des dernières décennies a permis aux habitants de s'installer de plus en plus loin des centre-villes et de parcourir chaque jours de nombreux kilomètres pour se rendre sur leur lieu de travail. Même si l'effet d'une réduction des vitesses sur des routes souvent congestionnées aux heures de pointe serait surtout symbolique, elle pourrait contribuer à marquer un tournant dans l'aménagement de nos territoires.

2) Arrêter le Grand Prix de F1 et prendre mesures contre les sports mécaniques

Après dix ans d'absence, le Grand Prix de France de Formule 1 doit faire son retour en 2018. N'y a-t-il pas d'émissions de carbone plus inutiles que des voitures qui tournent en rond en consommant 70 litres d'essence aux 100 kilomètres ?

Et là encore, sur le plan symbolique, les sports automobiles dans leur ensemble participent au culte de l'automobile. La relation que nous entretenons avec cet objet du XXème siècle est bien plus qu'une simple relation utilitaire. Pour beaucoup d'entre nous, la voiture est un marqueur de réussite sociale voire de virilité, ce qui nous pousse à acquérir des véhicules bien plus puissants - et donc plus consommateurs - que nécessaire.

Au XXIème siècle ces loisirs sont devenus incompatibles avec les objectifs sur le climat. Un gouvernement responsable devrait donc établir un plan de réduction progressive de tous les sports mécaniques (motos, karting, jet ski, etc...) sur le territoire français. Il paraît difficilement concevable de tout interdire du jour au lendemain, comme avait tenté de le faire Pierre Messmer en 1973 suite au choc pétrolier, mais les actions pourraient commencer par l'interdiction des subventions, un moratoire sur l'installation de nouveaux circuits, de nouvelles taxes, etc...

3) Aligner la fiscalité du kérosène du transport aérien sur l'automobile

Depuis 1944, le kérosène est le seul carburant d'origine fossile dont la consommation ne supporte aucune taxe. L'objectif à l'époque était de développer un transport aérien embryonnaire, mais aujourd'hui cette exemption favorise la multiplication des liaisons low-cost. Ce cadeau fiscal n'a plus aucune raison d'être. Appliquer la TICPE (ex-TIPP) au kérosène et une TVA pour les vols continentaux rééquilibrerait la concurrence avec d'autres moyens de transport moins polluants comme le train ou le bus, et là encore limiterait les déplacements lointains (comme les courts séjours touristiques en avion de plus en plus fréquents).

Il est à noter qu'une telle mesure permettrait de soutenir les finances publiques sans affecter les classes populaires qui ne prennent pas l'avion...

4) Plan de reboisement de la France

Nous associons très souvent - et à juste titre - le réchauffement climatique avec la combustion des énergies fossiles, mais ce sont loin d'être les seules responsables des émissions de gaz à effet de serre. La déforestation qui a eu lieu très tôt en Europe et dévore les dernières forêts primaires dans le reste du monde représentent aujourd'hui environ 20% des émissions de CO2 mondiales. Pourtant ces forêts sont des puits de carbone car elles captent le CO2 présent dans l'air par le processus de photosynthèse et le stockent dans la matière organique vivante ou morte. Pourquoi ne pas inverser la tendance et lancer un plan ambitieux de reforestation et de création d'espaces naturels en France ?

En plus de l'effet direct d'absorption de CO2, un tel plan ne peut se concevoir que comme un frein à l'artificialisation des sols. Le discours français pour la préservation des forêts primaires envers les pays en développement n'en sera que plus persuasif, car aujourd'hui ces pays réclament le droit de se développer comme nous l'avons fait.

Enfin, agrandir les espaces naturels améliorera également la résilience de la biodiversité et sa capacité à s'adapter aux conséquences du changement climatique.

Par delà ces quelques exemples que l'on pourrait multiplier et décliner, de telles mesures constitueraient une rupture symbolique très forte en faveur du climat. S'il faut retenir une chose du discours du ministre de la transition écologique, c'est que bien cette rupture n'a pas encore eu lieu. L'écologie a le droit de cité au sein du gouvernement mais reste soumise à l'"économie". Seules sont acceptables les idées ou initiatives permettant (en apparence) de concilier les deux. C'est d'ailleurs la raison de l'engouement actuel pour le développement durable, l'économie circulaire et tout ces concepts flous qui nous tentent de nous persuader qu'il n'est pas nécessaire de choisir entre développement économique et préservation de la nature.

Même si (presque) tout le monde s'accorde au fait que nous devons réinventer nos sociétés et changer nos "modèles de développement", il n'a évidemment pas de consensus sur la façon d'y parvenir. Il paraît cependant évident - pour quiconque prend conscience des dangers que représentent les bouleversements climatiques en cours - que notre salut ne peut être suspendu qu'à d'hypothétiques innovations techniques.

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

LAUTEUR



HELLOAT SYLVAIN (<https://blogs.mediapart.fr/helloat-sylvain>)

6 BILLETS / 14 FAVORIS / 4 CONTACTS



Lisez Mediapart en illimité sur ordinateur, mobile et tablette.

Je m'abonne

LE BLOG

SUIVI PAR 2 ABONNÉS

Le blog de Helloat Sylvain (<https://www.mediapart.fr/helloat-sylvain/blog>)

MOTS-CLÉS

AUTOMOBILE • CLIMAT • ECOLOGIE • F1 • HULOT • KÉROSÈNE • PLAN CLIMAT • REFORESTATION

CHOISISSEZ L'INDÉPENDANCE !

Je m'abonne



▶ Accès illimité au Journal et au Studio

▶ Participation au Club

▶ Application mobile

Je m'abonne